

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-11 du 15 mars 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Plusieurs syndicats américains sollicitent une enquête de l'USTR sur l'industrie maritime chinoise
2. G. Raimondo participe à la première réunion ministérielle de l'IPEF de l'année 2024
3. Une proposition de loi bipartisane vise à augmenter les droits de douane sur les importations d'acier en provenance du Mexique

Climat – énergie – environnement

4. Le DoE, l'EPA et le DoI communiquent sur leurs priorités en matière d'action environnementale dans le cadre du projet de budget 2025

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports communique sur ses priorités dans le cadre du projet de budget 2025

Industrie

6. Le Président Joe Biden s'oppose au rachat d'US Steel par Nippon Steel

Distribution et divertissement

7. Aldi annonce l'ouverture de 800 magasins aux États-Unis d'ici 2028

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA finalise un règlement sur l'étiquetage des produits animaux « Made in USA » ou « Product of USA »

Numérique et innovation

9. Le NIST lance un appel à projet pour créer un institut Manufacturing USA axé sur l'IA
10. Le projet de budget 2025 du Président Joe Biden accorde une place importante à l'IA et à la recherche technologique
11. La Chambre des représentants adopte une proposition de loi menaçant de bannir TikTok aux États-Unis si l'application ne coupe pas ses liens avec sa maison mère chinoise ByteDance

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Plusieurs syndicats américains sollicitent une enquête de l'USTR sur l'industrie maritime chinoise

Le 12 mars, plusieurs syndicats américains ont [adressé](#) une pétition au Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) l'enjoignant à ouvrir une enquête sur les pratiques de la Chine dans les domaines de la logistique et de la construction navale. Les auteurs de cette pétition, parmi lesquels figurent des représentants des industries de l'acier, du papier, du caoutchouc, du secteur manufacturier, de l'énergie et de l'Union internationale des employés de service, sollicitent l'ouverture d'une enquête au titre de la Section 301 permettant aux États-Unis d'adopter des mesures en cas de pratiques commerciales déloyales, notamment la mise en œuvre de droits de douane additionnels. Les auteurs de la pétition constatent que le poids de l'industrie américaine dans la construction navale s'est considérablement réduit depuis 50 ans, celle-ci ne figurant désormais qu'au dix-neuvième rang mondial. Les difficultés rencontrées par l'industrie américaine pour recouvrer ses capacités découleraient selon eux des « pratiques commerciales déloyales » mises en place par la Chine. En particulier, la pétition accuse le gouvernement chinois d'avoir adopté plusieurs mesures pour « accélérer le développement de la construction navale », tels que des prêts accordés par les banques étatiques, un approvisionnement en acier à coût réduit pour les constructeurs via les entreprises publiques, des préférences fiscales, des subventions et des financements de la part d'agences de crédit à l'export. La mise en œuvre de telles mesures aurait permis à la Chine de voir sa part dans la production annuelle mondiale de navires passer de moins de 10 % à 47 % entre 2000 et 2022. Dans un communiqué, la Représentante américaine au Commerce Katherine Tai a [indiqué](#) « attendre avec impatience de pouvoir examiner cette pétition en détail », tout en précisant avoir identifié que « la Chine crée des dépendances et des vulnérabilités au sein de plusieurs secteurs, tels que l'acier, l'aluminium, l'industrie solaire, les batteries et les minéraux critiques », faisant écho au récent rapport publié par l'USTR sur le respect par la Chine de ses engagements commerciaux [voir [Brèves sectorielles du 1^{er} mars 2024](#)]. Du côté du Congrès, cette pétition a été soutenue par les sénateurs T. Baldwin (D-Wisconsin) et B. Casey (D-Pennsylvanie), qui ont [transmis](#) une lettre à K. Tai afin de l'inciter à ouvrir une enquête dans ce secteur. L'USTR dispose désormais de 45 jours afin de décider de l'ouverture d'une enquête au titre de la Section 301.

2. G. Raimondo participe à la première réunion ministérielle de l'IPEF de l'année 2024

La Secrétaire américaine au Commerce Gina Raimondo a [participé](#) le 14 mars à la première réunion ministérielle du Cadre économique indopacifique (IPEF) de l'année 2024, en Thaïlande. Au cours de cette

réunion, elle s'est notamment félicitée de l'entrée en application le 24 février dernier de l'accord sur le pilier « chaînes d'approvisionnement » de l'IPEF [voir [Brèves sectorielles du 2 février 2024](#)].

G. Raimondo a également salué les progrès réalisés depuis la conclusion des piliers « économie propre » et « économie juste » de l'initiative, ainsi que de l'« accord sur l'IPEF », en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en novembre dernier [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)]. Le communiqué publié par le Département du Commerce à l'issue de la réunion ministérielle précise que tous les membres de l'IPEF ont désormais achevé leur examen juridique de ces trois textes et entreprennent maintenant leurs processus de ratification nationaux. Le Département du Commerce a donc été en mesure de rendre public les trois textes de ces accords le 14 mars.

L'accord sur le pilier « économie propre » affirme l'engagement des membres de l'IPEF à coopérer afin de réaliser une transition énergétique juste et inclusive, y compris en mobilisant des financements, notamment par le biais d'un « Forum des investisseurs », et en renforçant l'échange d'informations sur les meilleures pratiques en termes de réglementations, telles que celles liées à l'empreinte carbone de l'hydrogène ou encore aux standards d'électrification. Le texte comprend également la mention de l'intention des parties à réduire leurs émissions de méthane et d'autres gaz à effet de serre, y compris en augmentant l'usage et en réduisant le coût des technologies de capture carbone. Le texte mentionne également la nécessité de mettre en place des mesures de soutien et de défense des droits des travailleurs dans les secteurs concernés par la transition vers une économie propre.

L'accord sur le pilier « économie juste » comprend des engagements à prendre des mesures de prévention, de détection et de sanction des actes de corruption et de blanchiment d'argent, ainsi que des mesures de transparence fiscale. Le texte prévoit aussi des mécanismes d'assistance technique et de renforcement des capacités afin de soutenir les pays membres de l'IPEF dans la mise en œuvre des objectifs de cet accord.

Enfin, l'« accord sur l'IPEF » établit notamment un « Conseil » et une « Commission conjointe ». La première de ces structures sera chargée des sujets tels que l'accession de nouveaux membres ou la négociation de nouveaux accords, qui affectent l'ensemble des quatre piliers de l'IPEF – y compris le pilier « commerce », seul restant aujourd'hui à conclure. La « Commission conjointe » suivra quant à elle la mise en œuvre des piliers « chaînes d'approvisionnement », « économie propre » et « économie juste ». Aux termes de l'accord, ces deux structures devraient se réunir au moins une fois par an au niveau ministériel. Enfin, le texte évoque la création d'une « Commission commerce », qui devrait être agréée dans un accord sur le pilier « commerce » de l'initiative, pilier en vue de la conclusion duquel le Bureau de la Représentante américaine au Commerce

(USTR) a récemment rappelé son engagement [voir [Brèves sectorielles du 8 mars 2024](#)].

S'agissant des prochaines échéances, le communiqué du Département du Commerce annonce que le premier « Forum des investisseurs » dans l'économie propre de l'IPEF se tiendra à Singapour les 5 et 6 juin prochains.

3. Une proposition de loi bipartisane vise à augmenter les droits de douane sur les importations d'acier en provenance du Mexique

Un groupe bipartisan de dix sénateurs, à l'initiative de Sherrod Brown (D-Ohio) et Tom Cotton (R-Arizona), a [introduit](#) le 12 mars une proposition de loi visant à demander au Département du Commerce le rétablissement des droits de douane additionnels qui avaient été imposés en 2018 sur les importations d'acier en provenance du Mexique, pour raison de « sécurité nationale » au titre de la Section 232 du Trade Expansion Act de 1962. Ces droits de douane additionnels, qui avaient été également imposés sur les importations d'acier et d'aluminium originaires de nombreux autres pays, avaient été levés le 17 mai 2019 pour le Mexique et le Canada, aux termes d'un [accord](#) selon lequel les trois pays devaient notamment prendre des mesures destinées à empêcher l'importation d'acier ou d'aluminium faisant l'objet de pratiques déloyales de subventions ou de dumping, ainsi que le transbordement sur leurs territoires de tels biens originaires de pays tiers. Les États-Unis se réservaient le droit de réimposer leurs droits de Section 232 en cas d'« augmentation importante » (« surge ») par rapport aux volumes commerciaux historiques des importations originaires du Canada ou du Mexique. Selon la [proposition](#) des sénateurs S. Brown et T. Cotton, le Mexique a failli à ses obligations aux termes de l'accord de 2019, causant un « dommage significatif » à l'industrie de l'acier américaine, industrie considérée comme « vitale pour la sécurité nationale des États-Unis ». Le texte prévoit donc que la Secrétaire au Commerce réimpose des droits additionnels sur les importations d'acier originaire du Mexique, de « niveau équivalent aux droits qui étaient en place au 16 mai 2019 », soit 25 %. Selon la proposition, ces droits devraient rester en place pendant au moins une année et ne devraient pas être réduits ou éliminés sans que la Secrétaire au Commerce et la Représentante américaine au Commerce (USTR) aient certifié au Congrès que le gouvernement mexicain a adopté les mesures nécessaires pour remplir ses obligations aux termes de l'accord de 2019. De plus, la proposition prévoit que le Président des États-Unis peut décider d'imposer des quotas ou contingents tarifaires supplémentaires afin de s'assurer que la quantité d'acier originaire du Mexique importé aux États-Unis revienne à son niveau historique.

Dans un [communiqué](#) publié par le sénateur S. Brown à l'occasion de l'introduction du texte, le président du producteur d'acier américain Cleveland-Cliffs salue la proposition de loi et souligne que « le Mexique [est] devenu la capitale mondiale du contournement, permettant à l'acier, aux pièces détachées automobiles et aux

produits manufacturés originaires de Chine et d'autres nations d'être acheminés vers les États-Unis *via* le Mexique, simplement pour bénéficier d'un traitement tarifaire favorable ».

Brèves

- Le 11 mars, les États-Unis ont [notifié](#) à l'organe de l'OMC chargé des questions de sauvegardes l'initiation par la Commission américaine sur le commerce international (USITC) d'une enquête sur les importations de fibre de polyester. Si l'USITC conclut à l'existence d'un dommage à l'industrie américaine, elle pourra recommander la mise en œuvre de mesures de sauvegarde au Président Joe Biden. L'USITC doit rendre ses conclusions sous 180 jours à compter de la réception de la plainte par l'industrie américaine, soit avant fin août.
- Le 13 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) trois individus accusés d'avoir participé à des activités de déstabilisation au profit du président de la république serbe de Bosnie, Milorad Dodik, soumis à des sanctions américaines.
- Le 14 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) un citoyen brésilien, accusé d'être membre de l'organisation criminelle Primeiro Comando da Capital (PCC).

Climat – énergie – environnement

4. Le DoE, l'EPA et le DoI communiquent sur leurs priorités en matière d'action environnementale dans le cadre du projet de budget 2025

Le 11 mars, les trois entités fédérales dédiées à la protection de l'environnement, l'énergie et la gestion des terres fédérales, ont communiqué à propos du projet de budget de l'administration Biden pour l'année 2025.

Le Département de l'Intérieur (DoI – chargé de la gestion des terres fédérales) a [indiqué](#) que trois grands axes seraient financés par les 18 Md\$ prévus dans le projet de budget. En premier lieu, son action sera orientée vers la résilience face aux épisodes climatiques, notamment la gestion des feux de forêts et les défis posés par la sécheresse et l'accès à l'eau. En deuxième lieu, un axe dédié à l'énergie propre et au déploiement de projets, notamment sur les terres fédérales. Enfin, le budget comporte également des fonds dédiés aux nations tribales, avec notamment des financements d'éducation à l'utilisation de l'eau ainsi que la protection de la biodiversité.

Le Département de l'Énergie (DoE) a [indiqué](#) que le projet de budget 2025 prévoit d'attribuer au DoE 51 Md\$, soit une augmentation de 3,6 Md\$ ou 7,5 % par rapport au niveau de 2023. Plusieurs axes sont

soulignés, notamment : l'investissement dans les énergies propres ; les programmes de *weatherization* des bâtiments (incluant notamment l'isolation thermique) ; le soutien à l'innovation et à la recherche dans le domaine des énergies propres (8,5 Md\$ au total) ; l'investissement pour le nucléaire, tant civil que militaire (25 Md\$ au total).

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [indiqué](#) de son côté que 11 Md\$ étaient prévus pour son budget en 2025. Plusieurs objectifs sont mis en avant : faire progresser la justice environnementale ; financer des programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ; financer des programmes de contrôle de la pollution de l'air ; permettre le remplacement de toutes les conduites d'eau potable en plomb et investir dans les infrastructures essentielles à l'approvisionnement en eau ; et permettre la protection contre les produits chimiques dangereux, notamment les PFAS (polluants éternels).

Brèves

- Le 8 mars, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) 425 M\$ de financement pour réduire les émissions industrielles et faire progresser la fabrication d'énergie propre dans les anciennes communautés productrices de charbon. Ce programme de subventions soutiendra les petites et moyennes entreprises des communautés charbonnières actuelles et anciennes qui se concentrent sur la production et le recyclage de produits énergétiques propres, et qui investissent dans la décarbonation de leurs installations. Cette opportunité s'appuie sur une première série d'investissements en 2023 qui représentaient 275 M\$ de fonds fédéraux dans 7 États.
- Le 11 mars, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que les États-Unis ont produit plus de pétrole brut que n'importe quel pays au cours des six dernières années. Selon l'agence, il est peu probable que le record de production de pétrole brut aux États-Unis en 2023 soit battu dans un autre pays à court terme, car aucun autre pays n'a atteint une capacité de production de 13 millions de barils par jour. Le communiqué souligne à cet égard que la société d'État saoudienne Saudi Aramco a récemment abandonné son projet d'augmenter sa capacité de production à 13,0 millions de barils par jour d'ici 2027. Ensemble, les États-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite représentaient 40 % (32,8 millions de barils par jour) de la production mondiale de pétrole en 2023. À titre de comparaison, les trois autres plus grands pays producteurs – le Canada, l'Irak et la Chine – ont produit ensemble 13,1 millions de barils par jour en 2023, soit à peine plus que ce qui a été produit aux États-Unis seulement.
- Le 11 mars, l'Agence de protection de l'environnement (EPA), a [annoncé](#) que 45 États, le district de Columbia, Porto Rico et des dizaines de zones métropolitaines ont élaboré des plans

d'action climatique grâce à des investissements rendus possibles dans le cadre du programme Investing in America. Le processus de planification est soutenu par le Programme de subventions pour la réduction de la pollution climatique (CPGR – comprenant 5 Md\$ de subventions) de l'EPA, qui aide les gouvernements locaux et les États à élaborer des stratégies visant à réduire la pollution et à répondre aux préoccupations en matière de justice environnementale. Selon l'EPA, ces plans concernent plus de 96 % de la population américaine.

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports communique sur ses priorités dans le cadre du projet de budget 2025

Le 11 mars, à l'occasion de la publication du projet de budget du Président Joe Biden pour l'année fiscale 2025, le Secrétaire aux Transports P. Buttigieg a [communiqué](#) sur les grandes priorités que son Département (DoT) entend porter et mettre en œuvre, à l'appui de sa sollicitation d'une enveloppe de 109,3 Md\$ pour l'année à venir :

- Investir dans le système aérien pour le rendre plus sûr et plus efficace : l'administration chargée de l'aviation civile (FAA) sollicite 21,8 Md\$, notamment pour soutenir l'augmentation du recrutement et de la formation de contrôleurs aériens, avec un objectif d'embauche d'au moins 2 000 nouveaux contrôleurs à court terme. 4 Md\$ seraient dédiés aux dépenses de fonctionnement du système aérien national (National Airspace System), tandis que 8 Md\$ seraient consacrés à des investissements sur cinq ans dans le remplacement et la modernisation d'installations et d'équipements pour la sécurité et l'efficacité, notamment des radars.
- Mettre davantage à contribution l'aviation d'affaires qui bénéficie jusqu'à présent d'une fiscalité avantageuse : pointant que les billets d'avion ordinaires (aviation commerciale) sont taxés à hauteur de 7,5 % et sont soumis à une redevance pouvant s'élever jusqu'à 4,50 \$ chacun, le DoT note que les usagers de vols privés ne sont soumis qu'à une surtaxe sur les carburants, d'environ 22 ¢\$ par gallon (5,8 ¢\$ par litre). Le DoT souligne également que les avions privés représentent 7 % du trafic supervisé par la FAA, mais qu'ils ne contribuent qu'à 0,6 % des recettes fiscales qui abondent le compte d'affectation spéciale des aéroports et du transport aérien (Airport and Airway Trust Fund). Le projet de budget 2025 propose d'augmenter progressivement la surtaxe sur les carburants pour la porter à 1,06 \$ par gallon d'ici cinq ans, après plusieurs décennies de gel.
- Améliorer l'état des routes du pays et s'assurer que les ponts les plus importants demeurent sûrs et fonctionnels après des décennies de « désinvestissement » : l'administration chargée des

routes au sein du DoT (Federal Highway Administration, FHWA) sollicite pour cela 62 Md\$ au titre du budget 2025, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à 2021.

- Accroître la sécurité ferroviaire et améliorer le transport ferroviaire de passagers : l'administration chargée du rail au sein du DoT (Federal Railroad Administration, FRA) sollicite 3,2 Md\$ qui bénéficieraient au transport ferroviaire, aussi bien de fret que de passagers ; en particulier, 2,5 Md\$ seraient dédiés au financement d'Amtrak et au recrutement de personnel spécialisé dans les audits et inspections de sécurité, avec l'objectif de porter l'effectif des inspecteurs de sécurité à un niveau « record » de 400 personnes.
- Financer les transports publics pour les rendre fiables, sûrs et accessibles : l'administration chargée des transports publics au sein du DoT (Federal Transit Administration, FTA) sollicite 16,8 Md\$ en faveur des services de transport public en zones aussi bien urbaines que rurales ; 2,4 Md\$ seraient réservés aux projets majeurs d'investissement, financés dans le cadre du programme Capital Investments Grant (CIG).

Le communiqué indique que les autres grandes enveloppes budgétaires sollicitées par le DoT devraient servir à renforcer les chaînes d'approvisionnement en soutenant les infrastructures portuaires et les opérations de transport maritime, à financer les inspections de sécurité de pipelines ou encore à investir dans l'innovation et les technologies émergentes.

Industrie

6. Le Président Joe Biden s'oppose au rachat d'US Steel par Nippon Steel

Dans le cadre du projet de rachat d'US Steel par Nippon Steel [voir [Brèves sectorielles du 22 décembre 2023](#)] pour un montant de 14,1 Md\$, le Président Joe Biden a [fait part](#) de ses réserves quant au projet de rachat par une entreprise étrangère déclarant « qu'il est vital pour elle qu'une entreprise sidérurgique américaine reste détenue et opérée domestiquement ». Cette prise de position du Président intervient une semaine après la demande officielle de Nippon Steel auprès du Committee on Foreign Investment in the US (CFIUS), organe qui doit étudier le projet de rachat sur la base des risques posés pour la souveraineté et la sécurité nationale. La désapprobation du Président Joe Biden ne constitue pas pour autant un veto ferme au projet de rachat mais plutôt un souhait de voir US Steel rester sous le contrôle de capitaux américains, alors que la Maison-Blanche doit accueillir le premier ministre japonais Fumio Kishida à Washington le 10 avril. Côté républicain, Donald Trump a déclaré qu'en cas de victoire à l'élection présidentielle, il empêcherait le rachat d'US Steel. Face à l'annonce d'une opposition

présidentielle au rachat, le cours de l'action US Steel a plongé de 12 % sur les marchés financiers.

Distribution et divertissement

7. Aldi annonce l'ouverture de 800 magasins aux États-Unis d'ici 2028

Le 7 mars, le groupe allemand Aldi Süd, spécialisé dans les supermarchés discount, a [annoncé](#) son intention d'ouvrir 800 magasins aux États-Unis d'ici 2028. Le groupe a précisé que ce nombre sera atteint en combinant des ouvertures de nouvelles surfaces ainsi que la réfection de magasins existants mais vétustes. Actuellement, le groupe est présent dans 38 États avec 2 361 surfaces de vente. La Floride et l'Illinois sont les 2 États où le groupe possède le plus de magasins, avec déjà plus de 200 surfaces. Aldi s'apprête à investir plus de 9 Md\$ sur les 5 prochaines années pour le marché américain, avec un focus d'investissement dans les États du nord-est et du Midwest où le groupe veut ouvrir 330 nouveaux magasins. Aldi Süd a déjà ouvert plus d'une centaine de magasins chaque année à travers les États-Unis depuis 2021. Cette nouvelle annonce s'inscrit dans une dynamique similaire aux leaders du secteur tel que Walmart [voir [Brèves sectorielles du 2 février 2024](#)] et [Target](#) qui ont eux-aussi annoncés un vaste plan d'expansion, après de multiples fermetures survenues à la suite du contexte pandémique.

Brèves

- La 96^e cérémonie des Oscars continue sa progression en matière d'audience, avec 19,5 M de téléspectateurs, en hausse pour la quatrième année consécutive. La chaîne ABC, qui détient les droits de diffusion de la cérémonie jusqu'en 2028, a pu rehausser les tarifs publicitaires pour des montants compris entre 1,7 M\$ à 2,2 M\$ pour une publicité de trente secondes. Ces bonnes audiences restent toutefois bien inférieures aux niveaux habituels d'avant 2018, l'audience des Oscars se maintenait alors systématiquement au-delà de 32 M de téléspectateurs.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA finalise un règlement sur l'étiquetage des produits animaux « Made in USA » ou « Product of USA »

Au congrès de la National Farmers Union, syndicat agricole généraliste de sensibilité démocrate, le Secrétaire à l'Agriculture Tom Vilsack a [annoncé](#) que son administration avait finalisé un règlement

sur l'étiquetage des produits animaux. La nouvelle règle encadre l'utilisation, qui reste volontaire, des mentions « Made in USA », « Product of USA » et l'utilisation du drapeau américain sur un emballage de viande ou d'œufs. Celle-ci sera contrainte à la condition que l'animal soit né, élevé, abattu et sa viande emballée aux États-Unis. Celle-ci se décline aussi au niveau des États fédérés et territoires américains : un produit étiqueté « Product of Montana » devra être issu d'un animal né, élevé, abattu et transformé au Montana. Cette règle sera effective en janvier 2026 pour permettre à la filière de s'y adapter.

C'est la deuxième tentative de l'USDA pour réglementer l'utilisation des mentions « Product of USA », une règle précédente ayant été envisagée en 2014. Celle-ci, intitulée Country Of Origin Labelling (COOL) devait rendre obligatoire la mention du pays d'origine des produits animaux. Saisie par le Canada et le Mexique, l'OMC avait finalement contraint l'USDA à revenir sur son texte au motif que celle-ci enfreignait les engagements commerciaux des États-Unis.

Les travaux de l'USDA avaient repris en 2020 après le rejet, en 2018, de deux demandes d'associations de producteurs (la US Cattlemen's Association et la National Cattlemen's beef Association) visant à réglementer plus strictement l'étiquetage d'origine. Le service d'inspection et de la sécurité alimentaire (FSIS) de l'USDA avait en effet constaté que des produits étiquetés « Product of USA » pouvaient être issus d'animaux nés, élevés, voire abattus dans un pays étranger avant d'être transformés aux États-Unis. Cette situation était source de confusion pour 80 % des consommateurs selon une étude conduite par l'USDA.

Les associations de producteurs [se félicitent](#) de cette règle mais demandent à l'USDA de travailler de nouveau sur un étiquetage obligatoire de l'origine des produits animaux sur la base d'un texte similaire à celui qui avait été proposé en 2014 mais condamné par l'OMC.

Brèves

- L'administration Biden a approuvé l'accord sur le plan de conservation du fleuve Colorado entre les États du sud-ouest des États-Unis. L'administration Biden avait menacé d'imposer un plan si jamais les 7 États que traverse le fleuve Colorado ne parvenaient pas à un accord. Le Département de l'Intérieur a [approuvé](#) le plan proposé par l'Arizona, la Californie et le Nevada qui se disent prêts à conserver 3,7 Mdm³ d'eau en échange d'un financement fédéral d'1,2 Md\$ provenant des crédits de l'Inflation Reduction Act. L'effort de réduction d'usage sera majoritairement porté par les villes et les exploitations agricoles.

Numérique et innovation

9. Le NIST lance un appel à projet pour créer un institut Manufacturing USA axé sur l'IA

Le National Institute of Standards and Technology (NIST) a [annoncé](#) le 12 mars le lancement d'un appel à projet pour la création d'un nouvel institut Manufacturing USA qui se concentrera sur des programmes visant à diffuser l'utilisation de l'intelligence artificielle au sein du secteur manufacturier américain. L'appel à projet prévoit un investissement fédéral de 70 M\$ sur 5 ans, auquel s'ajouteront des contributions équivalentes ou supérieures de sources privées et non fédérales. Les travaux de l'institut devraient couvrir des projets de R&D sur des sujets comme la maintenance prédictive, l'optimisation des processus industriels. Ils devront également contribuer à minimiser les risques associés à la perturbation des chaînes de valeur. Enfin, l'institut aura également pour mission de concevoir des programmes de formation de la main d'œuvre industrielle dans ces technologies.

10. Le projet de budget 2025 du Président Joe Biden accorde une place importante à l'IA et à la recherche technologique

Dans son projet de budget pour l'exercice fiscal 2025, le Président Joe Biden [accorde](#) une place importante à l'intelligence artificielle et la recherche technologique, notamment par l'octroi de moyens financiers aux agences pour mettre en œuvre le décret présidentiel sur l'IA du 30 octobre 2023.

Un total de 65 M\$ serait destiné au Département du Commerce (DoC) pour soutenir notamment le financement de l'action de l'U.S. AI Safety Institute, chargé de développer des directives techniques et d'établir des normes technologiques pour l'IA. Le projet de budget prévoit également 30 M\$ pour la National Science Foundation (NSF) afin de financer la National AI Research Resource. Le Département de l'Énergie recevrait une allocation de 455 M\$ pour la recherche avancée en IA. Le projet de budget prévoit enfin des fonds pour le renforcement des initiatives liées à l'IA dans plusieurs autres agences gouvernementales : 32 M\$ pour le U.S. Digital Services, l'Office of Personnel Management, et la General Services Administration ; environ 20 M\$ pour le Département d'État ; 5 M\$ pour le Département de la Sécurité intérieure pour ouvrir son propre bureau IA ; et 2 M\$ pour le Département de la Justice. Ces investissements sont complétés par une demande de 20 Md\$ pour les activités dans le cadre du CHIPS and Science Act.

Ce projet de budget 2025 s'inscrit dans un contexte de révision à la baisse des moyens accordés au NIST dans le cadre du budget 2024 (1,46 Md\$, en baisse de 11 % par rapport au niveau pour l'année 2023).

11. La Chambre des représentants adopte une proposition de loi menaçant de bannir TikTok aux États-Unis si l'application ne coupe pas ses liens avec sa maison mère chinoise ByteDance

La Chambre des représentants a [voté](#) en faveur d'un projet de loi visant à interdire TikTok aux États-Unis, à moins que l'application ne se dissocie de sa société mère chinoise (ByteDance) dans un délai de 180 jours [voir [Brèves sectorielles du 8 mars 2024](#)]. Ce projet de loi bipartisan, intitulé « Protecting Americans from Foreign Adversary Controlled Applications Act », a recueilli une majorité de 352 voix pour et 65 contre. Le texte doit désormais être examiné au Sénat. Si les sénateurs Mark Warner (D-Virginie) et Marco Rubio (R-Floride) ont exprimé un soutien à la proposition de loi, la présidente de la Commission du Commerce du Sénat, Maria Cantwell (D-Washington), a indiqué privilégier sa propre proposition législative (le GUARD Act) et ne pas envisager de co-parrainage de la proposition de la Chambre. De son côté, le sénateur Lindsey Graham (R-Caroline du Sud) faisait part à la presse de son indécision, soulignant son souhait de « protéger les données, tout en maintenant le site accessible si possible ».

Brèves

- Le Monde a [annoncé](#) un partenariat pluriannuel avec OpenAI, premier accord de ce type entre un média français et un acteur majeur de l'intelligence artificielle. Cet accord permettra à OpenAI de s'appuyer sur le contenu du journal pour améliorer la précision de ChatGPT, tout en générant des revenus supplémentaires pour Le Monde.
- Un collectif de 41 procureurs généraux d'États américains a [adressé](#) un courrier à Meta exigeant des mesures immédiates contre la hausse significative des piratages et blocages de comptes sur ses plateformes. Le courrier exprime leur inquiétude face à l'augmentation des plaintes relatives à ces incidents, soulignant les risques financiers et d'atteinte à la protection des données personnelles des utilisateurs.
- Le 14 mars, la Federal Communications Commission (FCC) a [validé](#) le programme de labellisation volontaire en matière de cybersécurité intitulé « U.S Cyber Trust Mark » destiné à certifier de la sécurité des appareils sans fil grand public contre les cyberattaques. Ce label, dont la délivrance sera assurée par des tiers accrédités, fournira des informations clés sur la sécurité des produits et des pratiques des fabricants, à l'instar de la mise à jour régulière des logiciels utilisés. L'agence attend des commentaires supplémentaires du public sur les informations que seraient amenées à fournir les fabricants souhaitant bénéficier du label (par exemple si l'équipement a été produit dans un pays présentant des risques pour les États-Unis ou si les données collectées par ces produits seraient transmises vers ces géographies).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)